CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

Et si l'effondrement de l'Occident avait déjà eu lieu ?

Par Esimba Ifonge

CERECK.ORG | FEVRIER 2026
Influencer & Améliorer les décisions publiques. Pour la RDC et l'Afrique.

RESUME

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'idée que le « monde occidental » se serait déjà effondré, c'est en fait l'histoire d'un long déclin, insidieux et quasi inéluctable que le psychanalyste Roland Gori et le démographe Emmanuel Todd ont bien décrit. Ce sont ses ressorts symboliques, moraux, stratégiques qui lâchent, lentement mais sûrement. Nous pouvons percevoir cet effondrement dans la crise des élites, dans la perte de sens des grands récits, dans la difficulté à faire adhérer tout le monde à l'échelle globale. Le dernier forum économique mondiale de Davos de janvier 2026 en est une illustration. Les discours de Trump, Macron ou encore Carney, tout ça sonne comme des signes d'un monde qui se croyait encore au centre mais qui se découvre contesté, parfois même ignoré. L'Occident continue de se raconter comme s'il menait la danse, alors que le reste du monde commence à regarder ailleurs, à passer à autre chose.
Pour les sociétés africaines, ce déclin relatif ne promet pas une émancipation magique. Mais il ouvre de l'espace, un peu de marge pour agir. Là, la bataille doit se jouer sur l'imaginaire, sur les infrastructures, sur les alliances. Ce n'est pas gagné d'avance, mais tout redevient possible.

ENJEU

L'Occident perd son autorité morale et narrative, passant d'un leadership universel à une oligarchie déconnectée, incapable de rallier le monde multipolaire. Pour l'Afrique, le risque est de troquer une dépendance pour une autre sans vision propre, amplifiant sa «faiblesse structurelle» décrite par Achille Mbembe.

APPROCHE

Pour analyser cet effondrement et en tirer les conséquences pour l'Afrique, il est essentiel de développer une approche interdisciplinaire croisant l'histoire, la philosophie, la géopolitique mais aussi les discours médiatiques et l'appliquer aux enjeux et faits contemporains. Pour ensuite proposer des recommandations pragmatiques en termes d'économie politique, de communication et de leadership.

RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

- Renégocier l'économie des ressources pour l'industrialisation régionale et l'intégration continentale.
- Développer une communication ancrée dans la dignité africaine via médias locaux et éducation.
- Forger un leadership collaboratif en coalitions sur dette, climat et données pour réduire les subordinations.

Roland Gori, dans son livre « Et si l'effondrement avait déjà eu lieu », parle d'une « étrange défaite de nos croyances ». Ce qu'il veut dire, c'est que les grandes catégories qui donnaient du sens (progrès, rationalité, expertise) n'arrivent plus à tenir ensemble le lien social ni à inspirer confiance. Il montre comment le néolibéralisme managérial, cette obsession de la performance et de l'évaluation, a tellement fragilisé les institutions publiques que, face aux crises en tous genres, sanitaires, écologiques, géopolitiques, tout ce qu'on voit, c'est une hyperfragilité qui éclate au grand jour. Pour lui, l'effondrement, c'est d'abord une chute de légitimité et une incapacité à créer du commun.

Emmanuel Todd reprend cette idée dans « La Défaite de l'Occident ». Il évoque l'« autodestruction silencieuse d'une civilisation ». La guerre en Ukraine, selon lui, n'est pas tant la cause principale qu'un révélateur. Ce qu'il décrit, c'est un monde occidental passé du leadership démocratique à une oligarchie libérale, complètement déconnectée de ses sociétés, obsédée par la cohésion interne, enfermée dans un nihilisme qui dissout tout, les valeurs collectives, le travail, mais aussi l'éducation. Pour Todd, le cœur de la crise, c'est les États-Unis et le Royaume-Uni. Là où la matrice protestante a atteint « l'état zéro », créant une société sans repères, qui cherche à compenser sa perte de sens avec une violence extérieure.

Sur le plan géopolitique, cette perte de boussole se voit dans l'incapacité de l'Occident à imposer un récit unique sur la guerre en Ukraine ou la confrontation avec la Russie et la Chine. En face, le Sud global s'abstient, négocie, invente d'autres chemins. Ça se voit dans les grands rendez-vous internationaux : à Davos, par exemple, le discours de Mark Carney sur la nécessité de « refonder le contrat entre capitalisme et société » sonne comme un aveu. D'une certaine manière, il nous dit que le modèle occidental n'arrive plus à promettre la prospérité partagée ni la stabilité. L'Occident continue de parler au nom de l'universel, mais on sent bien que cette voix ne porte plus comme avant.

TRUMP, MACRON ET LA DÉGRADATION DE L'AUTORITÉ MORALE

Les discours de Donald Trump révèlent à quel point l'Occident a perdu son autorité morale. A Davos, en janvier 2026, il y a orchestré tout un spectacle autour de sa volonté de contrôler le Groenland, le qualifiant

de « magnifique iceberg » et lançant l'idée de construire un « dôme doré » pour protéger l'Occident. C'est essentiellement un fantasme impérial de sécurité, entièrement centré sur la puissance brute, non sur le droit ou l'adhésion des autres. Quand il dit que si les États-Unis « utilisent la force, ils seraient irrésistibles » mais promet ensuite de ne pas le faire, il exhibe la puissance militaire pour intimider, tout en admettant en quelque sorte qu'y recourir aurait d'énormes coûts politiques et stratégiques. D'ailleurs historiquement les États-Unis d'Amérique ont étendu leurs territoires par achat principalement et non par la conquête militaire. Bref, le pouvoir est toujours là, mais l'autorité qui le rend acceptable commence à se fissurer.

En même temps, ce genre de discours révèle un vrai problème concernant la capacité de l'Occident à rallier les autres. Réduire le Groenland à une simple monnaie d'échange pour un « dôme stratégique » ressemble plus à une prise de possession qu'à un véritable projet de sécurité collective. Beaucoup de gens en Europe et dans le Sud global ont réagi par un mélange de scepticisme et d'ironie. Le fossé se creuse entre la rhétorique de Washington et les aspirations ou l'imaginaire des autres peuples. L'Occident parle de « protection », mais pour beaucoup, cela sonne comme de la domination.

Pendant ce temps, en Europe, Emmanuel Macron martèle, depuis 2019, l'idée que l'OTAN est « en état de mort cérébrale », que l'Europe a perdu son « innocence » et que le continent a besoin d'une véritable « autonomie stratégique ». Pourtant, il continue d'arrimer la France au camp américain et occidental, notamment sur l'Ukraine et Gaza. La diplomatie française doit clairement être consciente qu'un « bloc non occidental » est en train d'émerger et que l'Europe ne peut plus façonner à elle seule l'ordre mondial, même s'il n'est pas d'accord sur la Russie ou sur les véritables raisons du déclin américain. Ainsi, les discours du chef de l'État français oscillent-ils entre la lucidité sur le déclin du rôle central de l'Europe et l'attachement à un récit hégémonique et universaliste qui peine à s'adapter à un monde multipolaire.

Ce va-et-vient alimente le sentiment que les dirigeants occidentaux continuent de s'adresser au reste du monde sur un ton condescendant, comme si tout le monde devait écouter, alors qu'en réalité les publics sont désormais divers, connectés et critiques. Regardez les positions de la France sur le Sahel ou

avant sur la Méditerranée : elles sont largement contestées en Afrique et au Moyen-Orient. Cela montre à quel point il est difficile d'accepter qu'on ne peut plus gagner les cœurs et les esprits avec seulement du soft power culturel ou de l'aide au développement. Les peuples attendent une réelle cohérence entre ce que dit l'Occident, ce qu'il fait réellement, et les alliés qu'il choisit. Les dirigeants butent sans cesse sur le souvenir des interventions militaires, des régimes soutenus, et des promesses non tenues.

BATAILLE DES IMAGINAIRES ET FAIBLESSE STRUCTURELLE AFRICAINE

Dans ce contexte, il est clair que l'Occident ne contrôle plus véritablement le discours médiatique. Sur l'Ukraine, Gaza ou le franc CFA, les récits provenant d'Europe ou des États-Unis ne font plus autorité. Sur les réseaux sociaux, notamment africains, d'autres voix s'imposent et n'hésitent pas à attaquer frontalement les contradictions historiques de l'Occident. Les plateformes numériques, au lieu de renforcer le soft power des anciennes puissances, servent plutôt de caisse de résonance aux discours critiques. Elles offrent la parole à de nouveaux acteurs : États non occidentaux, intellectuels africains, mouvements de la diaspora... Bref, l'arène de la communication stratégique s'est considérablement élargie, et le monopole symbolique de l'Occident se désagrège.

Cette faille met en lumière ce qu'Achille Mbembe appelle la « faiblesse structurelle » du « monde nègre ». Dans un entretien en 2013 pour le think-tank Thinking Africa (et repris dans la revue Illmatik), il expliquait ceci :

« Lorsque l'on parle de Monde, on ne parle pas seulement dans l'abstrait. On parle d'une manière de construction de rapports de force. De ce point de vue, le monde nègre, aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, se caractérise par une forme de faiblesse structurelle qui ne lui permet pas de négocier à son avantage les nouveaux rapports qui sont en train de se tisser à l'ère où, justement, l'Europe n'est plus le centre de notre planète. Il faut donc nous constituer en force propre. C'est la condition, pour nous, pour nous hisser à hauteur des autres. Et quand je dis « nous hisser à hauteur des autres », cela veut dire réduire leur capacité de nuisance par rapport à nous. Cela veut dire aussi baisser le prix que nous payons pour notre subordination. »

La crise de l'Occident ne fait pas disparaître ce problème. Elle le souligne, le rend plus pressant, voire plus dangereux si on ne s'en saisit pas politiquement.

Dans le domaine de la communication stratégique, l'effondrement décrit par Gori et Todd se manifeste dans l'incapacité croissante des élites occidentales à produire des récits solides, capables de rassembler leurs propres sociétés. Inévitablement, leur influence à l'extérieur en est amoindrie. Populisme, divisions territoriales, défiance envers les médias traditionnels : tout cela révèle un immense manque de confiance. À tel point que chaque discours officiel est accueilli avec suspicion, davantage comme une mascarade que comme un véritable repère. Lorsque les dirigeants s'expriment, leurs propres citoyens n'entendent plus des engagements, seulement des jeux de rôle.

Finalement, le leadership occidental ressemble de plus en plus à une gestion de crise permanente, toujours dans la réaction, jamais dans l'anticipation. Les grands forums comme Davos donnent l'impression de colmater les brèches a posteriori, alors que ce sont souvent ces mêmes décideurs qui ont consolidé ce capitalisme financier et extractif. On l'a bien vu avec Mark Carney qui, dans son discours, appelle à une « transition ordonnée » face aux risques climatiques. Mais l'autorité morale de l'Occident s'effrite, d'autant plus que ceux qui la revendiquent sont perçus comme les responsables historiques d'une grande partie du chaos actuel, du climat aux inégalités mondiales.

VERS UN LEADERSHIP AFRICAIN SOUVERAIN ET COMMUNICANT

Pour les pays africains et leur société civile, nous sommes à un tournant stratégique. L'Occident n'est plus au centre comme auparavant, et cela ouvre la porte à de nombreux nouveaux partenariats (Chine, Russie, Turquie, pays du Golfe, Inde). Les dirigeants africains peuvent jouer sur ces rivalités pour renégocier certaines dépendances, comme on l'a vu avec les nouveaux contrats miniers ou le débat sur les bases militaires au Sahel. Mais c'est un jeu risqué. Sans vision propre de développement, de sécurité, de gouvernance, on risque simplement de troquer une dépendance contre une autre.

Aujourd'hui, la bataille pour gagner les cœurs et les esprits se joue sur trois fronts qui se croisent : l'économie politique, la communication et l'infrastructure technologique. Sur le plan économique, beaucoup de pays africains restent prisonniers de l'exportation de matières premières et de la dépendance aux financements extérieurs. Ce sont encore les créanciers et les investisseurs étrangers, occidentaux ou non, qui décident des choses importantes. Résultat : la marge de manœuvre pour faire des choix souverains est mince, surtout en temps de crise alimentaire ou énergétique, lorsque les intérêts étrangers reprennent rapidement le dessus.

Côté communication, c'est l'effervescence : podcasts, médias locaux, chaînes YouTube, nouvelles plateformes racontent l'Afrique autrement. Souvent, ces voix critiquent l'Occident ou les élites africaines, mais surtout, elles créent de nouveaux récits sur la démocratie, la sécurité, la migration ou le climat. C'est précieux, car cela permet de parler d'Afrique dans des perspectives africaines. Mais ce mouvement reste fragile, tant qu'il dépend des algorithmes, serveurs et modèles économiques de quelques grandes plateformes mondiales.

La question des infrastructures devient alors centrale. Les discussions sur les data centers en Afrique, la localisation des données, les satellites ou les systèmes de paiement régionaux montrent que de plus en plus de décideurs réalisent que la véritable bataille d'influence passe par le contrôle des infrastructures, pas seulement des contenus. Le vrai danger serait de remplacer la dépendance aux infrastructures occidentales par une dépendance à celles de la Chine ou des États-Unis, sans développer de véritables capacités locales pour concevoir, réguler et s'approprier ces outils. Le but n'est pas de changer de maître, mais de complexifier le jeu au profit de l'autonomie africaine.

Trois pistes se dégagent pour un leadership africain à la hauteur des enjeux. D'abord, reprendre le contrôle de l'économie politique des ressources : renégocier les contrats extractifs, miser sur l'industrialisation régionale et l'intégration continentale. Bref, faire en sorte que les richesses minières, agricoles et humaines servent les stratégies africaines sur le long terme, et non seulement les intérêts

financiers des autres. Il faut aussi prouver, concrètement, que la souveraineté change la vie des gens en termes d'emplois, mais aussi de services publics et de protection sociale.

Ensuite, il y a la communication stratégique, vue comme un art de la négociation et de la cohabitation. Les États, les villes, les mouvements et les entreprises africaines doivent inventer des récits cohérents, qui parlent de dignité, de responsabilité et d'ambition, sans tomber dans la copie de l'Occident ou dans l'anti-occidentalisme systématique. Pour cela, il faut investir massivement dans l'éducation aux médias, former des communicants ancrés dans le réel africain, et créer de véritables espaces de débat panafricains, capables de rendre les grands enjeux compréhensibles et mobilisateurs.

La troisième piste, c'est celle du leadership collaboratif. Face à un système mondial encore marqué par les anciennes puissances, aucun pays africain ne peut, seul, renégocier tous les rapports de force. Comme le dit Mbembe, il s'agit de « se constituer en force propre » pour réduire la nuisance des autres et alléger le poids de la subordination. Des coalitions sur la dette, le climat, la gouvernance des données ou la réforme des institutions multilatérales peuvent transformer une vulnérabilité dispersée en pouvoir de négociation collectif.

SE HISSER À HAUTEUR DES AUTRES

Dans cette perspective, le recul partiel de l'autorité occidentale ne doit pas être perçu comme une opportunité pour une revanche à prendre. Il faut plutôt le considérer comme une opportunité unique de repenser les règles du jeu, en plaçant la justice, la dignité et la responsabilité envers la planète au centre. Le véritable danger, c'est que ce vide symbolique soit comblé par d'autres formes d'impérialisme, par des gouvernements autoritaires, ou encore par des capitalismes extractifs simplement déplacés ailleurs. Ce moment ouvre une fenêtre : les sociétés africaines peuvent y combiner la mémoire des luttes anticoloniales, les innovations sociales et technologiques, et une imagination politique capable d'envisager un monde véritablement pluriel.

Le défi, au fond, consiste à transformer ce que Mbembe appelle la « faiblesse structurelle » en une force structurante. Il s'agit de construire des infrastructures, de nouveaux récits et des alliances solides, pour que l'Afrique puisse négocier les nouveaux rapports de force à son avantage. L'Occident n'a pas disparu matériellement, mais il traverse une crise de sens et de légitimité qui redistribue les cartes des hiérarchies symboliques, là où le continent africain était longtemps relégué à la marge. Et si l'effondrement de l'Occident avait déjà eu lieu, les nations et sociétés civiles africaines se sont-elles préparer pour saisir cette occasion pour se hisser au niveau des autres, sans retomber dans la subordination ni reproduire les mêmes schémas de domination ?

CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.